

Ça presse la C.G.T

GÉRARD FILOCHE,
INSPECTEUR DU TRAVAIL.

Ils veulent tuer le scrutin prud'homal !

La décision serait prise: les élections prud'homales, seul moment social démocratique transparent, vont être supprimées. Immense recul. On devait voter en 2014, Sarkozy avait repoussé en 2015... La gauche va donner le coup de grâce. Il paraît que ça coûte trop cher et qu'il n'y a pas assez de votants. Trop facile d'accuser son chien d'avoir la rage... Il suffisait d'y réintroduire des moyens, pour redynamiser aussitôt l'élection. Y a-t-il « trop » de droits et de vie syndicale? Le scrutin coûtait 91 millions d'euros, 4,77 euros par électeur inscrit. Une goutte d'eau. Il y aurait trop d'absentéisme: certes, elle est passée de 37 % en 1979 à 74,5 % en 2008. Oui, mais on est passé à 5 millions de chômeurs; les grands médias boycottent ce sujet; les listes sont erronées et incomplètes, la chasse aux sorcières antisyndicale s'est démultipliée. Tiens: les salariés des petites entreprises (8 millions) ont

Flinguer, dans un premier temps, les élections permettra, ensuite, de mieux abattre les tribunaux prud'homaux.

le « droit » de quitter leur travail pour aller voter sans perdre de salaire... mais les patrons écrasent ce droit! Décidons que, une fois tous les 5 ans, le jour du vote sera férié et le taux de participation augmentera! Améliorez l'information et les salariés immigrés - qui ont le droit de voter dans ce scrutin pour élire les juges de la République - y participeront fièrement... Aux prud'hommes, 4,5 millions de salariés, c'est énorme, venaient voter pour leurs syndicats et donnaient une majorité possible (comme aux TPE) à la CGT et FO, avec 33,56 % des voix pour la CGT et 15,68 % pour FO, la CFDT obtenait 21,67 %. À l'avenir, les juges prud'homaux salariés ne seraient plus élus mais « désignés » en fonction du « poids » de chaque syndicat. Depuis mars 2013, ce « poids » est établi en agglomérant, au niveau des branches, les résultats des élections d'entreprises aux CE et pour les délégués du personnel. Mais ces votes sont étalés sur 4 ans, transmis par les DRH avec des erreurs et collationnés par les technocrates du ministre du Travail! Une opacité de plus.

Avec ce nouveau mode de scrutin, la CGT ne nommera plus que 26,77 % des juges prud'homaux, la CFDT 26 %, FO 15,94 %! La CFTC monterait à 9,30 %, la CFE-CGC à 9,43 %! L'UNSA, 4,56 %, et Solidaires (SUD), 3,47 %, sont éliminés. Soit un renversement de la « majorité » pour l'ensemble CFDT-CGC-CFTC. Côté patronal, le MEDEF groupuscule électoral, refuse donc toute élection de représentativité car l'Union professionnelle artisanale (UPA), forte de son 1,3 million d'entreprises adhérentes, deviendrait la première organisation, devant la CGPME et... le MEDEF. Après avoir supprimé les élections, seul lien direct avec les salariés, il sera plus facile de supprimer les prud'hommes - comme le réclame, in fine, le MEDEF. ★

21 AU 27 NOVEMBRE 2013 • HD • 77

LES RESTOS DU CŒUR SERVENT DE PLUS EN PLUS DE REPAS



8 - « Le Canard enchaîné » - mercredi 27 novembre 2013

Plus de six cadres sur dix se disent stressés au travail

SONDAGE - Plus de 6 cadres sur 10 se disent stressés au travail, une situation qui peut déboucher sur des troubles de l'humeur, des insomnies, des crises d'angoisse, voire des dépressions, selon un sondage publié hier. Selon cette enquête menée par Cadremploi, 64 % des cadres sont stressés et les trois quarts d'entre eux (75 %) estiment que « l'ambiance au travail s'est détériorée ces derniers temps », la conjoncture économique étant la principale cause citée de cette dégradation. Chez les cadres ayant constaté une détérioration de l'ambiance de travail, le niveau de stress monte à 92 %, plus de 8 cadres sur 10 (81 %) évoquant même un état de stress permanent.

Mardi 26 novembre 2013 Les Echos

L'Etat vend un peu de Safran

La France a cédé une nouvelle tranche de capital de Safran (4,7 %). Le budget engrange ainsi 900 M€ facilement, ce qui permet de couvrir environ une année d'abandon de l'écotaxe. Mais cette nouvelle cession, la seconde en moins de six mois, laisse songeur sur la politique menée par l'Agence des participations de l'Etat. Elle a tendance à considérer ses participations dans des entreprises critiques - et Safran l'est - comme des bijoux de famille qu'on peut mettre à l'encan en cas de coup dur... A qui le tour?

AIRCOSMOS N° 2383 22 NOVEMBRE 2013

INDICATEURS

LE SMIC HORAIRE

9,43 euros horaire brut
6,41 euros en 2000
1 430,22 euros SMIC mensuel brut (35 heures)

LES PLUS GROSSES FORTUNES MONDIALES

36°: Forrest Mars (États-Unis, héritier de Mars, confiseries), 13,07 milliards d'euros, soit 761 662 années de SMIC.

LA HAUSSE DES PRIX

- 0,1 % pour un mois
+ 0,6 % pour 12 mois

Indice INSEE
Base 100 en 1998
octobre 2013: 127,26

DEMANDEURS D'EMPLOI

- 0,17 % sur 2 mois

4 843 400 au total
2 435 600 femmes
774 600 - de 25 ans

Demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C (sans emploi du tout ou avec une activité réduite)

26,872 millions de chômeurs dans l'Union européenne (27 pays)

REVENUS. « Nos » DRH sont les mieux payés d'Europe

Une enquête menée par Towers Watson pour le magazine « Entreprises et Carrières » révèle que les DRH français sont parmi les mieux payés en Europe. Ils toucheraient en moyenne 148 000 euros brut par an, moins que les Italiens (160 000 euros) mais plus que les Anglais (147 000), les Allemands (138 000), les Néerlandais (132 000) et les Espagnols (119 000). Le cabinet d'étude a transformé ces rémunérations brutes en revenus nets d'impôt et de cotisations. Et à ce petit calcul, « le » DRH français gagne et passe au-dessus de ses homologues, avec 90 632 euros en moyenne.

28 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE 2013 • HD

PENDANT QUE L'ARABIE EXPULSE SES ESCLAVES, AMNESTY DÉNONCE LA MALTRAITANCE DES TRAVAILLEURS AU QATAR



Avec 200 000 citoyens sur une population estimée à environ 2 millions d'habitants, le Qatar n'a pas les mêmes préoccupations que l'Arabie saoudite, qui

voit sa population augmenter de manière vertigineuse à mesure que se vident ses réserves d'hydrocarbures. Les deux pays fonctionnent pourtant de la même manière, les travailleurs étrangers devant confier leur passeport à un « parrain », rémunéré jusqu'à plusieurs milliers d'euros en échange de permis de travail parfois factices. Suite aux révélations sur le sort de ces forçats qui affluent en masse pour assurer les multiples chantiers liés à l'organisation de la Coupe du monde en 2022 (lire « l'Humanité » du 14 octobre 2013), les

autorités du Qatar ont assuré que la législation sur le travail allait subir des « amendements ». Ce qui n'empêche pas syndicats et ONG de maintenir l'émirat sous pression. « Nous demandons que cessent immédiatement les conditions de travail forcé sinon il faut retirer le Mondial de football au Qatar », a par exemple déclaré, le 18 novembre, le président de la Fédération des syndicats allemands (DGB), Michael Sommer, avant de rendre hommage aux actions entreprises par la CGT: « Mes collègues français

sont actifs pour mettre particulièrement la pression sur la Fédération française de football. » Amnesty International a publié le même jour un rapport particulièrement accablant, dénonçant des ouvriers étrangers traités « comme du bétail » et exposés à des abus inacceptables. Selon l'ONG, ses enquêteurs ont par exemple vu onze hommes obligés de signer de faux documents attestant du versement de leur paie afin de récupérer leurs passeports et de pouvoir quitter le pays. Une mésaventure classique en Arabie saoudite.

HD • 21 AU 27 NOVEMBRE 2013 •

33 milliards d'euros aux actionnaires: un véritable vol en bande organisée!

S'ils financent les entreprises, les actionnaires se servent au passage. Dans quelles proportions? C'est ce qu'a voulu mesurer Michel Husson, économiste, membre d'ATTAC et de la Fondation Copernic (1). Premier constat, les dividendes versés par les sociétés non financières à leurs actionnaires représentent une part croissante de leurs profits: 18 % de l'excédent brut d'exploitation (EBE) en 1996, 26,7 % en 2011 et 29,2 % en 2012. Pourtant le rendement des actions (rapport entre dividendes et cours des actions au compte de patrimoines des sociétés non financières) est plutôt à la baisse (9,5 % en 1996, 6 % en 2011). Comment expliquer cette part croissante des actionnaires dans la distribution des profits? Soit leur contribution au financement du capital a augmenté, soit ils ponctionnent les richesses créées. La première hypothèse tombe très vite! Le financement des entreprises peut se faire par autofinancement (réinvestissement des

profits), en ayant recours à l'endettement, ou en émettant de nouvelles actions. Or, sur la période 1999-2011, la contribution des actions au financement des investissements est quasi nulle. Et elle baisse même en ce qui concerne le financement de l'encours de capital. Admettons même que cette contribution soit restée constante: la part des dividendes dans le profit aurait dû le rester aussi. Le surplus est donc une ponction pure et simple, évaluée à 33 milliards d'euros en 2012, soit 25 % de l'épargne brute des entreprises ou 3,2 % de leur valeur ajoutée. En fait, les actionnaires sont rémunérés à proportion de l'inflation boursière et exercent un droit de tirage sur la valeur créée qui ne dépend pas de leur contribution au financement du capital, mais de l'évaluation « fictive » qu'en fait la Bourse. (1) « Un essai de mesure de la ponction actionnariale ». Note Hussonet n° 63, 7 novembre 2013. hussonet.free.fr

21 AU 27 NOVEMBRE 2013 • HD • 39

POINTS DE VUE



« Pour une mise sous tutelle du secteur »

JEAN-LUC BINDEL,
SECÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION CGT DE L'AGROALIMENTAIRE (FNAF).

Le plan annoncé par le gouvernement ne remet pas en question les véritables causes de la casse industrielle en Bretagne. Le premier ministre se dit « solidaire » des familles, ce n'est pas ça qui va les consoler. Elles attendent des mesures concrètes pour maintenir l'emploi! Au contraire, le gouvernement se contente d'accompagner les licenciements, et donne de nouveau de l'argent aux patrons, principaux responsables de la crise actuelle. Doux a empêché des centaines de milliers d'euros de financement public, qui n'ont pas servi à moderniser mais à investir à l'étranger. Idem pour Gad. Pour Doux, la Fnaf avait revendiqué une mise sous tutelle par l'État pour éviter la catastrophe. Aujourd'hui, cette question se pose pour l'ensemble de l'agroalimentaire en Bretagne.

CHRISTINE BOUTIN EST APPARUE VOILÉE SUR UNE TÉLÉVISION IRANIENNE



- Oui, mais je prie toujours en direction de Notre-Dame de Paris.

8 - « Le Canard enchaîné » - mercredi 27 novembre 2013